ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973 – 1ère CIRCONSCRIPTION DE LA LOIRE





Le Parti Socialiste Unifié
présente

Huguette Bouchardeau

Professeur
Secrétaire Fédérale du PSU

SUPPLEANT

Yves Deschomets

Technicien métallurgiste
Objecteur de conscience

POURQUOI UNE FEMME ?

Parce que, si les femmes ne prennent pas elles-mêmes en mains leurs propres intérêts, elles ne seront jamais écoutées - Qui écoute ce qu'elles disent, lorsqu'elles estiment injuste d'avoir à accomplir, quand elles travaillent à l'extérieur, une double journée ? Qui les aide à se "débrouiller" pour garder les enfants ? Qui se moque d'elles en refusant de voir que l'avortement est pratiqué en cachette, aux risques et périls de celles qui y ont recours, parce que la législation faite par les hommes n'admet pas la réalité (autant d'avortements que de naissances) ? Qui retarde la mise en application des nouveaux textes sur la contraception ? Qui utilise leur force de travail et leur intelligence pour des salaires inférieurs - à l'usine, au bureau, dans les magasins - ou pour pas de salaire du tout - à la maison ? Qui les met dans des situations financières et juridiques impossibles quand elles sont chef de famille ou mère célibataire ?

Bien sûr, c'est toujours le même règne du profit qui opprime, chez nous, les hommes et les femmes - mais les femmes encore bien plus que les hommes - Et elles doivent faire reconnaître leurs droits :

- à être payées à salaire égal.
- à être rémunérées pour leur activité au service du foyer et des enfants.
- à être libres d'accepter ou de refuser une naissance.

Les hommes peuvent dire tout cela... mais les femmes ont bien des raisons de penser qu'elles feraient mieux de compter sur elles-mêmes pour se faire entendre - Alors, on en finirait peut-être avec la grande peur des partis politiques de présenter des femmes aux élections.

Une femme, ça peut avoir la tête aussi politique qu'un homme... Chacune de nous peut et doit se dire que la conduite des affaires politiques laissée aux hommes, c'est un risque de plus que rien ne change, pour les femmes.

Yves DESCHOMETS

OBJECTEUR DE CONSCIENCE

23 ans, technicien métallurgiste, est objecteur de conscience. L'Armée lui a accordé le statut d'objecteur. Il s'est vu affecté en septembre 1972 à l'Office National des Forêts (O.N.F.). Comme la plupart des objecteurs, et notamment 8 autres stéphanois, il a refusé cette affectation. Il effectue actuellement un service civil chez des paysans dans le Sud-Ouest. Si la plupart des jeunes militants du P.S.U. effectuent normalement leur service militaire, pour participer à l'intérieur de l'Armée à la lutte contre l'embrigadement de la jeunesse au service du capitalisme, le P.S.U. approuve aussi et soutient l'action des objecteurs de conscience qui prend maintenant la forme d'un refus collectif et politique de la fonction actuelle de l'armée.

En présentant Yves DESCHOMETS comme suppléant, le P.S.U. entend faire ainsi acte de solidarité active avec les jeunes qui refusent :

- le gaspillage de leur temps et de l'argent des contribuables au profit des dépenses guerrières.
- les investissements publics dans la forme d'armement atomique.
- tous les "dressages" auxquels l'armée soumet les jeunes au service du pouvoir actuel.

SAINT-ÉTIENNE NORD
QUARTIER DE L'AVENIR ?..

Hélas ! C'est maintenant que nous y vivons. Vous êtes l'un de ces habitants de Saint-Etienne et de sa banlieue Nord, jamais consultés sur le devenir de leur quartier, ou de leur agglomération. Sans doute, Monsieur DURAFOUR a-t-il fait grand tapage autour d'un référendum sur l'emplacement de l'Hôtel de Ville. Mais sur toutes les questions qui concernent notre vie de tous les jours, avez-vous l'impression que vous avez un pouvoir de décision ? Ou même de contrôle ? La raison est simple : le régime actuel agit pour le profit, sans vouloir gêner le patronat ; et lorsqu'il s'agit de services publics, il n'y a plus qu'un objectif : la rentabilité. Des exemples :

• **logement :** à Bel Air, dans la Grand Rue, apparaissent des résidences de grand standing. Mais à quel prix ? Qui en profite ? Les financiers des opérations immobilières qui récupèrent des loyers exorbitants ou des intérêts sur les prêts immobiliers sur ceux qui ne peuvent se loger autrement. A la ZUP de Montreynaud prévue pour le "logement social", les exigences des vendeurs de terrain et la montée des prix de construction ont été telles que l'on a du entasser les constructions pour "rentabiliser" l'opération.

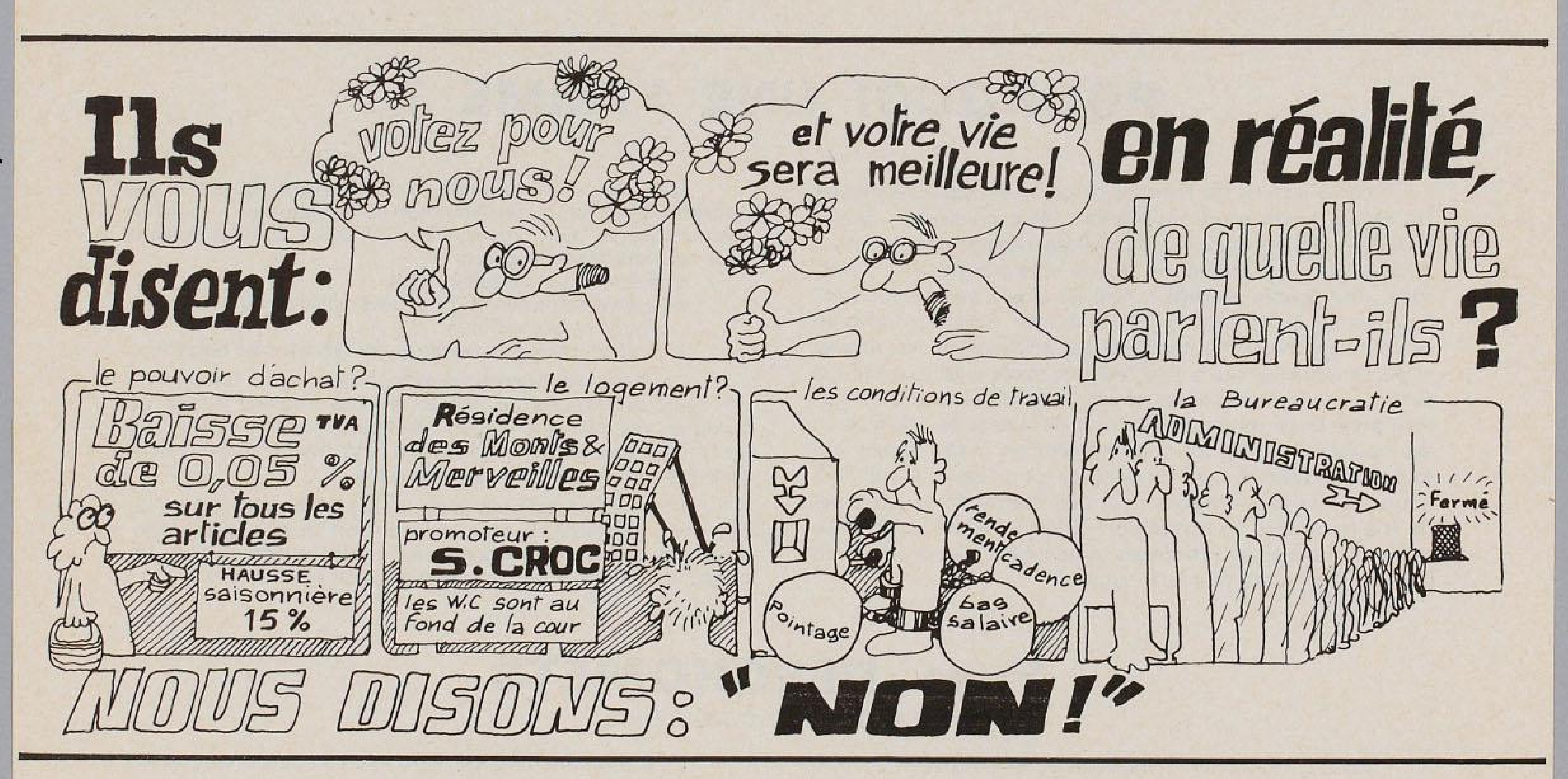
• **écoles :** elles ne suivent pas les implantations nouvelles ; à la Batie, les petits du cours préparatoires doivent se rendre au Soleil ! Le CES de Montreynaud crée, a-t-on dit, à la rentrée 1972, n'est en fait que l'ancien CEG du Marais d'abord rebaptisé en annexe du Puits-Thibaud, puis réétiqueté CES de Montreynaud.

• **équipements sociaux et collectifs :**
— aucune crèche sur le secteur Nord, où, pourtant, vivent tant de familles travailleuses, et où les femmes ne peuvent reprendre un emploi, faute de garde pour les enfants ;
— pas d'annexe des PTT dans la plupart des quartiers Nord.

• **emploi :** les avis de licenciements commencent à arriver à Creusot-Loire, au Marais, Les derniers puits de mine sont fermés. La zone industrielle de Sorbiers-La Talaudière emploie 1.600 travailleurs, mais la plupart des 33 entreprises sont venues avec leur personnel - spécialement le personnel qualifié - créant très peu d'emplois nouveaux.

• **transport :** la dernière mesure concernant les transports sur la ville, mises à part les augmentations de tarifs, est la suppression des cars du soir pour les quartiers périphériques. Malheur à celui qui travaille par poste et manque le dernier car... Là encore on rentabilise. L'action publique, celle de la préfecture et de la mairie, continue en fait à privilégier la circulation automobile, sans parvenir d'ailleurs à l'améliorer. Les travaux coûtent de plus en plus cher aux contribuables, et ne rapportent qu'aux constructeurs de voitures, aux trusts du pétrole, au patronat des travaux publics.

C'est pourtant notre vie qui est en cause : comme les autres stéphanois, comme tous les autres habitants de la région, nous sommes victimes du pouvoir des banques, des affairistes et d'un patronat local aussi avide de profit que partout ailleurs, mais qui a montré, souvent, son incapacité à imposer l'expansion de la région. Et qui nous représente à l'Assemblée ? La population travailleuse de Saint-Etienne, n'a comme délégués élus, que des représentants du pouvoir en place qu'ils se disent gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de "réformateurs".



Il ne s'agit pas d'améliorer ce qui est intolérable : Il s'agit de le changer !
NOUS DEVONS IMPOSER LES DÉCISIONS QUI NOUS CONCERNENT
*** Là où nous travaillons * Là où nous habitons**

C'est cela la LUTTE POUR L'AUTOGESTION,
C'EST CELA QUE NOUS VOUS PROPOSONS !
en vous demandant de **VOTER**



IMPRIMERIE CARDUCCI - St-Just-sur-Loire - RM 00365-6942